

Avis

Avis

Loi sur les cours municipales
(chapitre C-72.01)

Cour municipale de la MRC de Bellechasse — Désignation d'un juge intérimaire

CONCERNANT la désignation d'un juge intérimaire de la Cour municipale de la MRC de Bellechasse : pour toute séance à compter du 26 novembre 2018, jusqu'à nomination par le Gouvernement du Québec d'un juge en titre

ATTENDU que le juge intérimaire de la cour municipale de la municipalité régionale de comté de Bellechasse, monsieur Patrice Simard a été nommé juge à la cour municipale de la Ville de Québec, le 11 octobre 2017.

ATTENDU qu'il y a lieu de désigner un juge intérimaire jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec d'un juge en titre pour cette cour.

VU l'article 41 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), tel qu'amendé par l'article 9 du chap. 30 des lois de 1998 et par l'article 13 du chap. 21 des lois de 2002.

Je, soussignée, juge en chef adjointe de la Cour du Québec, responsable des cours municipales:

désigne, par la présente, madame Mélanie Trottier, juge à la cour municipale de la Ville de Saint-Georges, comme juge intérimaire de la cour municipale de la MRC de Bellechasse, conformément aux articles 41 et 42.1 de la Loi sur les cours municipales, (L.R.Q., c. C-72.01), tels qu'amendés par les articles 9 et 11 du chapitre 30 des lois de 1998.

Cette désignation entre en vigueur à compter du 26 novembre 2018 et le demeure jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec, d'un juge en titre pour cette cour.

Montréal, le 26 novembre 2018

*Juge en chef adjointe de la Cour du Québec
Responsable des cours municipales,*
CLAUDIE BÉLANGER

69738

Avis

Loi sur les cours municipales
(chapitre C-72.01)

Cour municipale de la MRC de Côte-de-Beaupré — Désignation d'un juge intérimaire

CONCERNANT la désignation d'un juge intérimaire de la Cour municipale de la MRC de Côte-de-Beaupré : pour toute séance à compter du 27 novembre 2018, jusqu'à nomination par le Gouvernement du Québec d'un juge en titre

ATTENDU que le juge de la cour municipale de la MRC de Côte-de-Beaupré, monsieur Patrice Simard a été nommé à la cour municipale de la Ville de Québec, le 11 octobre 2017.

ATTENDU que le juge suppléant, monsieur Paul Routhier a pris sa retraite le 5 novembre 2018.

ATTENDU qu'il y a lieu de désigner un juge intérimaire jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec d'un juge en titre pour cette cour.

VU l'article 41 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01), tel qu'amendé par l'article 9 du chap. 30 des lois de 1998 et par l'article 13 du chap. 21 des lois de 2002.

Je, soussignée, juge en chef adjointe de la Cour du Québec, responsable des cours municipales :

désigne, par la présente, monsieur Pierre Bordeleau, juge à la cour municipale de la Ville de Shawinigan, comme juge intérimaire de la cour municipale de la MRC de Côte-de-Beaupré, conformément aux articles 41 et 42.1 de la Loi sur les cours municipales, (L.R.Q., c. C-72.01), tels qu'amendés par les articles 9 et 11 du chapitre 30 des lois de 1998.

Cette désignation entre en vigueur à compter du 26 novembre 2018 et le demeure jusqu'à la nomination par le Gouvernement du Québec, d'un juge en titre pour cette cour.

Montréal, le 27 novembre 2018

*Juge en chef adjointe de la Cour du Québec
Responsable des cours municipales,*
CLAUDIE BÉLANGER

69737